

# PRODUIRE AUTREMENT

Le système alimentaire  
européen dans l'impasse

Octobre  
2020

GREENPEACE

# TABLER

DES MATIÈRES

1

**Introduction**  
P.3

2

**Produire toujours plus  
– pour quoi et pour qui ?**  
P.7

3

**Les cultures finissent dans les mangeoires  
et les réservoirs, plutôt que dans nos assiettes**  
P.11

4

**L'Europe produit trop,  
mais pas ce qu'il faut**  
P.16

5

**Conclusion**  
P.19

**ANNEXE**

**Méthodologie**  
P.23

# 01

## INTRODUCTION

La pandémie de Covid-19 a exposé aux yeux du monde entier la vulnérabilité de notre système alimentaire mondialisé, tributaire de longues chaînes d'approvisionnement et du travail des migrants. La perturbation de ces filières a entraîné d'interminables files d'attente dans les supermarchés, le stockage compulsif de denrées alimentaires, l'abattage sanitaire des animaux d'élevage, la destruction de nombreux emplois et la hausse de l'insécurité alimentaire.

Comment en est-on arrivé là ? Bien que l'alimentation soit un droit humain fondamental, les marchés mondiaux sont dominés par une poignée de grands groupes qui déterminent quel type de nourriture est produite, où et comment elle est produite, et par quels canaux elle est distribuée. En raison du déséquilibre flagrant des rapports de force entre les petits agriculteurs et les consommateurs d'une part, et les grandes entreprises de l'agro-alimentaire de l'autre, les investissements massifs dans les terres, l'agriculture et la transformation des produits alimentaires ont souvent pour effet la marginalisation voire la disparition des petits producteurs.

Notre assiette est soumise aux décisions de ces multinationales. La mainmise de ces entreprises est telle qu'elles produisent nos aliments en fonction de ce qui est le plus rentable pour elles, et non dans l'optique de garantir un régime alimentaire sain et équilibré pour tous et toutes. En suivant le principe de ces grands groupes, selon lequel « rentabilité » est synonyme d'« efficacité », des denrées alimentaires qui pourraient aisément être cultivées en Europe, comme les pommes, sont importées de l'autre bout de la planète. Les forêts, à l'instar de l'Amazonie, et d'autres écosystèmes sont décimés au profit de la production de viande, mais aussi de soja ou d'huile de palme en vue de nourrir les bovins, porcs et poulets des élevages industriels européens ou de remplir le réservoir de nos voitures.

Il est devenu impossible d'ignorer l'absurdité d'un tel système. Le Coronavirus ne constitue pas un simple incident isolé, mais la dernière d'une longue série de maladies transmises de l'animal à l'être humain (appelées « zoonoses »), comme le SRAS, le H1N1 (grippe porcine), la grippe aviaire et Ébola. La destruction de la nature par les humains, souvent liée à notre consommation accrue de viande et de produits laitiers « bon marché », a servi d'incubateur à ces virus, lesquels sont dopés par notre dépendance croissante au commerce mondial et l'intensification des élevages industriels.

La bonne nouvelle, c'est qu'il ne s'agit pas d'une fatalité. La crise mondiale due au Coronavirus nous a donné l'opportunité de repenser la manière dont nous produisons ce que nous consommons. Le leitmotiv du libre-échange, « plus nous échangeons, mieux c'est », n'est plus à l'ordre du jour : il est possible de manger des aliments bons et nourrissants, produits sans saccager notre planète, en bâtissant un système plus intelligent, plus écologique et plus équitable, fondé sur la souveraineté alimentaire et la relocalisation de nos systèmes alimentaires.



**La crise mondiale due au Coronavirus nous a donné l'opportunité de repenser la manière dont nous produisons ce que nous consommons.**

Pour faire simple, la **SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE** est le droit des peuples à définir leurs propres systèmes alimentaires, sachant qu'un système sain à la fois pour les peuples et pour la planète ne peut exister que s'il s'appuie sur une agriculture écologique, des fermes pérennes ainsi que des économies locales dynamiques affichant une palette d'emplois différents. Il convient de distinguer la souveraineté alimentaire de la sécurité alimentaire, laquelle concerne uniquement l'accès aux denrées alimentaires et inclut même parfois l'aide alimentaire. Si les efforts déployés en matière de développement et de sécurité alimentaire contribuent à soulager la faim dans le monde, ils restent insuffisants car à eux seuls, ils ne permettent pas de réduire les inégalités et les déséquilibres des rapports de force qui régissent le système alimentaire et permettent aux géants de l'agroalimentaire de s'enrichir un maximum aux dépens des producteurs et des consommateurs.

La souveraineté alimentaire se différencie aussi de l'autosuffisance alimentaire ; l'objectif n'est pas que les États souverains produisent tout au niveau national en renonçant à tout échange international. En effet, de telles pratiques ne sont pas toujours intéressantes d'un point de vue écologique ou durables sur le plan social. Ainsi, manger un avocat bio cultivé au Pérou et transporté jusqu'en Europe de manière économe en énergie peut se révéler moins nocif pour l'environnement que consommer du bœuf provenant d'un élevage intensif au coin de sa rue. Toutefois, la relocalisation de nos systèmes alimentaires constitue un élément clé de notre souveraineté alimentaire si nous voulons sortir d'un modèle de production tiré par les exportations, produire des denrées alimentaires de manière écologique et favoriser le dynamisme des économies locales.

La **RELOCALISATION**, ça veut dire quoi concrètement ? Relocaliser signifie diversifier notre système alimentaire, ce qui se traduit par davantage de résilience à mesure que décroît notre dépendance à une seule source (souvent une multinationale) pour chaque produit. Cela implique d'établir une relation entre consommateurs et producteurs, et que ces derniers s'engagent à rendre des comptes sur leurs pratiques de production. La relocalisation nécessite une politique commerciale plus cohérente qui prend en compte les coûts humains et environnementaux des schémas de consommation, pour que tout le monde ait accès à de bonnes conditions de vie, et non pour maximiser les bénéfices des grands groupes. Elle offre l'opportunité de repenser nos filières agroalimentaires et de modifier en profondeur nos habitudes de consommation et nos systèmes de production.

Quelle est la position de l'Union européenne (UE) en matière de souveraineté et de relocalisation de notre système alimentaire ? Dans ce rapport, nous avons étudié l'agriculture européenne au regard de l'alimentation de ses citoyens et citoyennes et avons découvert des tendances troublantes.

En effet, si les niveaux de production alimentaire ont continué à croître, cela ne s'est pas forcément traduit par des systèmes alimentaires plus résilients ou une alimentation plus saine. Les conclusions de ce rapport montrent au contraire que l'augmentation de la production va de pair avec la réduction du nombre de petites exploitations dans l'UE. Au lieu d'œuvrer à fournir aux Européen·nes des denrées alimentaires produites de façon plus locale et plus respectueuse de l'environnement, l'Europe a misé sur l'augmentation des exportations de viande et de produits laitiers issus des élevages intensifs.

Une part importante de la production agricole (et donc des terres agricoles) sert à nourrir les animaux d'élevage et à remplir le réservoir des véhicules au lieu de nourrir directement les populations. Il faut bien avoir conscience d'une chose : la résilience de la production alimentaire européenne passera nécessairement par la réduction des ressources et des terres arables allouées à nourrir les animaux d'élevage et à produire des carburants. L'ampleur de la surproduction et de la consommation de viande, de produits laitiers et d'autres produits d'origine animale est particulièrement frappante. Non seulement les Européen·nes consomment bien plus que les quantités recommandées pour un régime alimentaire sain, mais de nombreux pays produisent en outre beaucoup plus que ne l'exigent les niveaux actuels de consommation intérieure. Cette production tirée par les exportations de viande et de produits laitiers, en plus de constituer un gâchis de ses ressources agricoles, réduit la capacité de l'Europe à résister à des chocs tels que la pandémie de Covid-19, de plus en plus nombreux.

*Ce rapport se fonde sur l'analyse que Greenpeace a réalisée à partir des bases de données FAOSTAT et Eurostat. Les catégories de produits retenues ici, telles que les produits laitiers ou les céréales, renvoient aux quantités équivalentes brutes des matières premières utilisées ou produites. Pour en savoir plus sur la méthodologie employée, voir l'annexe du présent rapport.*

**IL FAUT BIEN AVOIR  
CONSCIENCE D'UNE CHOSE :**  
*la résilience de la production  
alimentaire européenne passera  
nécessairement par la réduction  
des ressources et des terres  
arables allouées à nourrir les  
animaux d'élevage et à produire  
des carburants.*



© Pétér Caton / Greenpeace

# 02

**PRODUIRE TOUJOURS PLUS  
– POUR QUOI ET POUR QUI ?**

## L'agriculture européenne exporte toujours davantage, y compris ses produits d'origine animale, au lieu de fournir une alimentation respectueuse de l'environnement aux consommateurs locaux.

Notre analyse met en évidence qu'au cours des dix dernières années, la production agricole de l'UE a augmenté de manière constante. Les données montrent qu'entre 2007 et 2016, les niveaux de production de tous les principaux produits de l'UE ont progressé, à l'exception du bœuf (voir Figure 1). La viande de volaille, en augmentation de 25 %, et les céréales (essentiellement destinées à l'alimentation animale), en hausse de 13 %, ont connu une croissance particulièrement élevée. C'est également le cas des légumineuses, comme les haricots et les pois : ces cultures riches en protéines végétales ont enregistré une flambée de 39 %, même si dans l'ensemble, leur niveau de production reste très bas dans l'UE. La production des produits laitiers, dont les volumes étaient déjà importants, a encore progressé de 8 % depuis 2007.

### Variation du niveau de production dans l'UE

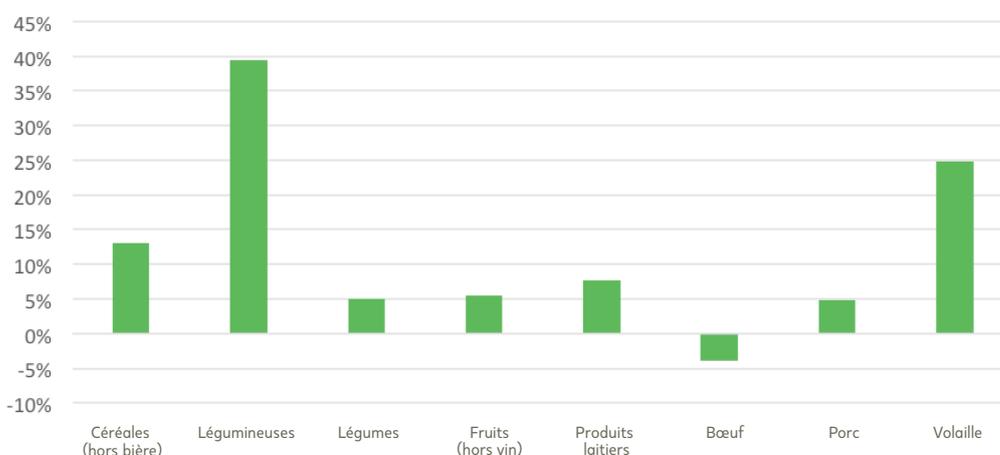


Figure 1. Niveaux de production globale (par rapport à un indice 100) de produits agricoles clés sur la période 2007 – 2016 dans l'UE-28. Source : FAOSTAT

Cette hausse de la production n'a pas uniquement pour but de répondre à la croissance démographique et n'a pas forcément bénéficié aux agriculteurs européens. Sur la même période, de 2007 à 2016, la population de l'UE-28 n'a progressé que de 2 %<sup>1</sup> et malheureusement, les petites exploitations<sup>2</sup> ont été très durement touchées : entre 2005 et 2016, 4,2 millions de fermes ont fermé leurs portes dans l'UE, alors que la surface utilisée pour la production agricole est restée sensiblement la même. La grande majorité de ces exploitations étaient de petites fermes de moins de cinq hectares<sup>3</sup>. Que peut-on en déduire ? En matière d'élevage, la tendance est clairement à la concentration et à l'industrialisation, essentiellement en raison des politiques et des subventions de l'UE.

**LES ÉLEVAGES N'ONT PAS LE CHOIX : ILS DOIVENT GROSSIR OU PÉRIR.** Ainsi, le nombre d'animaux élevés dans les très grandes exploitations<sup>4</sup> a-t-il considérablement augmenté, tandis que ce chiffre a reculé dans les petites fermes<sup>5</sup>.

Ces augmentations de production visaient clairement à approvisionner des marchés extérieurs à l'UE-28 au lieu d'alimenter les marchés européens<sup>6</sup>. Entre 2007 et 2016, les exportations de céréales de l'UE, notamment de blé, d'orge et de maïs, ont plus que doublé. La croissance des exportations de produits d'origine animale a été soutenue : les exportations de bœuf et de porc ont au moins doublé, tandis que celles de produits laitiers et de viande de volaille ont progressé respectivement de 35 et 43 %<sup>7</sup> (voir Figure 2).

1. En 2007, l'UE-28 comptait 498 300 775 habitants, contre 510 181 874 en 2016. Source : Eurostat.

2. Greenpeace (2015) : *Agriculture écologique – Sept principes pour replacer l'humain au cœur du système alimentaire*.

3. Eurostat (2018), *Farms and farmland in the European Union*.

4. Classées par Eurostat en termes de rendement économique.

5. Eurostat (2017), *Archive: Small and large farms in the EU - statistics from the farm structure survey*.

6. Toutes les données concernant l'UE utilisées dans ce rapport se rapportent à l'UE-28, avant le Brexit.

7. Les exportations (sans les échanges intra-UE) de produits laitiers totalisaient 11 974 472 tonnes en 2007 et 18 307 416 tonnes en 2016. Les exportations en dehors de l'UE de viande de volaille représentaient 748 947 tonnes en 2007 et 1 314 627 tonnes en 2016. Source : FAOSTAT (pour plus de détails, voir la méthodologie).



**Entre 2005 et 2016, 4,2 millions de fermes ont fermé leurs portes dans l'UE, alors que la surface utilisée pour la production agricole est restée sensiblement la même.**

Le modèle de système alimentaire concentré, industrialisé et tourné vers les exportations centralise le pouvoir entre les mains de quelques multinationales qui dominent les marchés mondiaux, déterminent le type de nourriture qui est produite et comment elle est produite et distribuée. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : il existe 570 millions d'agriculteurs et plus de sept milliards de consommateurs dans le monde, **MAIS SEULS QUATRE NÉGOCIANTS CONTRÔLENT 75 % DES ÉCHANGES DE MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES**. En 2011 dans l'UE, seulement dix entreprises de la grande distribution se partageaient près d'un tiers des ventes des denrées alimentaires. Une telle mainmise des multinationales sur l'approvisionnement alimentaire signifie que la nourriture est distribuée en fonction de la capacité des consommateurs à payer et non des besoins nutritionnels ou écologiques, menant à la consommation excessive de produits mauvais pour la santé dans de nombreuses parties du globe, notamment dans l'UE<sup>8</sup>.

8. Greenpeace (2015) : [Agriculture écologique – Sept principes pour replacer l'humain au cœur du système alimentaire](#).

### Évolution des exportations de l'UE pour différentes catégories de produits (indice de référence 100)

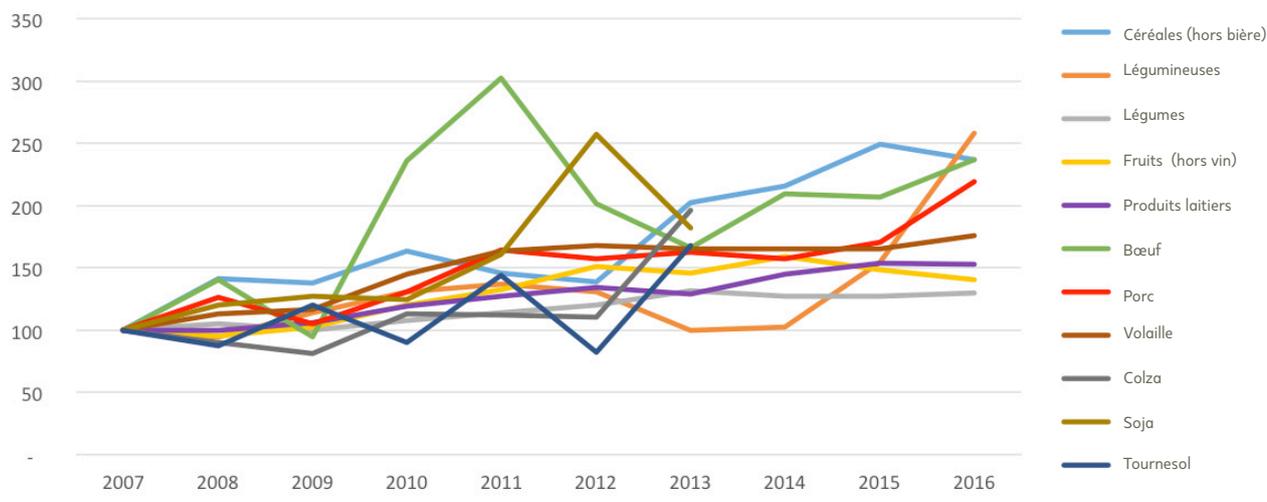


Figure 2. Évolution des exportations de l'UE-28 (par rapport à un indice 100) de produits agricoles clés sur la période 2007–2016. Les données ne portent que sur les exportations en dehors de l'UE, et non sur les échanges entre États membres. Les chiffres du soja, du tournesol et du colza ne sont disponibles que jusqu'en 2013 en raison du changement de la méthode de quantification des produits en 2014, qui empêche toute comparaison de données avant et après 2013. Source : FAOSTAT

# 03

**LES CULTURES FINISSENT  
DANS LES MANGEOIRES  
ET LES RÉSERVOIRS,  
PLUTÔT QUE  
DANS NOS  
ASSIETTES**



**Des aliments qui pourraient nourrir directement la population sont essentiellement destinés aux animaux et même transformés en carburant pour les véhicules.**

Une grande partie des cultures européennes, de blé ou de tournesols notamment, ne sont pas destinées à l'alimentation humaine, mais à l'alimentation des animaux ou même à la fabrication d'agrocarburants. Sur l'ensemble des céréales utilisées en Europe (en 2016), la majeure partie (59 %) a servi à nourrir des animaux, et seulement 24 % à nourrir des personnes. En outre, 53 % (en 2016) et 88 % (en 2013) des légumineuses et du soja, riches en protéines, utilisés en Europe ont servi à l'alimentation animale.

L'augmentation de la production et de l'intensification s'est également traduite par une proportion ahurissante des terres européennes destinées à nourrir les animaux d'élevage. Ainsi, plus de 71 % de l'ensemble des terres agricoles de l'UE servent

à alimenter le bétail. Même en excluant les pâturages et en tenant compte seulement des terres utilisées pour les cultures, ce sont plus de 63 % des terres cultivables de l'UE qui servent à nourrir les bêtes au lieu de nourrir les populations<sup>9</sup>.

En 2013, seulement 9 % du colza et 25 % du tournesol utilisés en Europe ont servi directement à la consommation humaine. Une part croissante des huiles végétales issues de ces cultures (et d'autres, comme l'huile de palme) est utilisée dans la production d'agrocarburants depuis 2009, lorsque l'UE a commencé à favoriser leur usage dans les transports par le biais de la Directive sur les énergies renouvelables, sans qu'aucune précaution n'ait été prise pour éviter les pressions sur les systèmes alimentaires. **DANS LE CAS DE L'HUILE DE COLZA, ENVIRON 60 % DE CE QUI EST UTILISÉ DANS L'UE SERT À ALIMENTER DES VÉHICULES<sup>10</sup>.**

9. Greenpeace (2019), [Feeding the Problem: the dangerous intensification of animal farming in Europe](#).

10. OILWORLD 2020, publié par [Transport & Environment](#), 2020

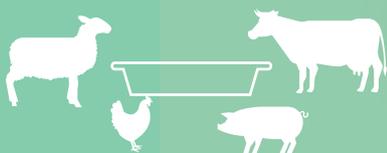
En 2016

**24%**

seulement des céréales ont servi à nourrir directement des personnes.

**FIGURE**  
**3.**

**PROPORTION >**  
**DE PRODUITS**  
**AGRICILES**  
UTILISÉS POUR  
L'ALIMENTATION  
ANIMALE DANS L'UE



Source: FAOSTAT 2016  
(2013 pour les oléagineux)



**88%**  
Soja



**65%**  
Colza



**64%**  
Tournesol



**59%**  
Céréales



**53%**  
Légumineuses



**4%**  
Légumes



**0,2%**  
Fruits

Autre exemple édifiant, le maïs, qui est presque exclusivement cultivé pour l'alimentation animale ou la production de carburant. Deux tiers environ du maïs produit dans l'UE-28 (en 2019-2020) était du « maïs ensilage », dont la plante entière est récoltée pour servir de fourrage ou de carburant<sup>11</sup>. Même si l'on étudie la part du maïs cultivée pour ses grains, la majeure partie (80 %) sert à l'alimentation animale. Quant au blé tendre, 44 % des récoltes sont destinés à nourrir le bétail, et son utilisation dans les carburants a plus que quadruplé depuis 2006, avec la mise en œuvre des politiques de l'UE sur les énergies renouvelables favorisant les biocarburants (Figure 4).

Une culture est particulièrement emblématique de l'essor de la production industrialisée de viande et de produits laitiers axée sur l'exportation : le soja. Même si la production intérieure de soja progresse

(voir Figure 1, légumineuses), l'élevage européen reste extrêmement dépendant des importations, en provenance notamment des pays d'Amérique du Sud et des États-Unis<sup>12</sup> (voir Figure 5). **L'UTILISATION CROISSANTE DU SOJA DANS L'ALIMENTATION ANIMALE EST ÉTROITEMENT LIÉE AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE INTENSIF.** En effet, celui-ci a recours massivement à cette culture, dont la teneur en protéines permet de concentrer toujours davantage la production de viande dans des exploitations moins nombreuses mais toujours plus grandes et plus intensives, qui ne possèdent pas les terres nécessaires pour nourrir leurs bêtes. À cause de ces importations, la consommation de soja pour l'alimentation animale a été identifiée comme la principale contribution européenne à la déforestation dans le monde<sup>13</sup>.

11. Commission européenne (2020), [EU+UK feed protein balance sheet – 2019-20](#).

12. Pour plus d'informations, voir : Greenpeace (2019), [Mordue de viande](#)  
13. Commission européenne (2013), [The impact of EU consumption on deforestation](#), p. 23–24 (en anglais).

### Utilisation de maïs-grain et de blé tendre dans la production d'agroéthanol



Figure 4. . Utilisation de maïs-grain et de blé tendre dans la production d'agroéthanol entre 2006 et 2018 pour l'EU-27. Source : Eurostat

**FIGURE**  
**5.**

**UTILISATIONS  
DU SOJA DANS  
L'UE EN 2013**

Source: FAOSTAT





# 04

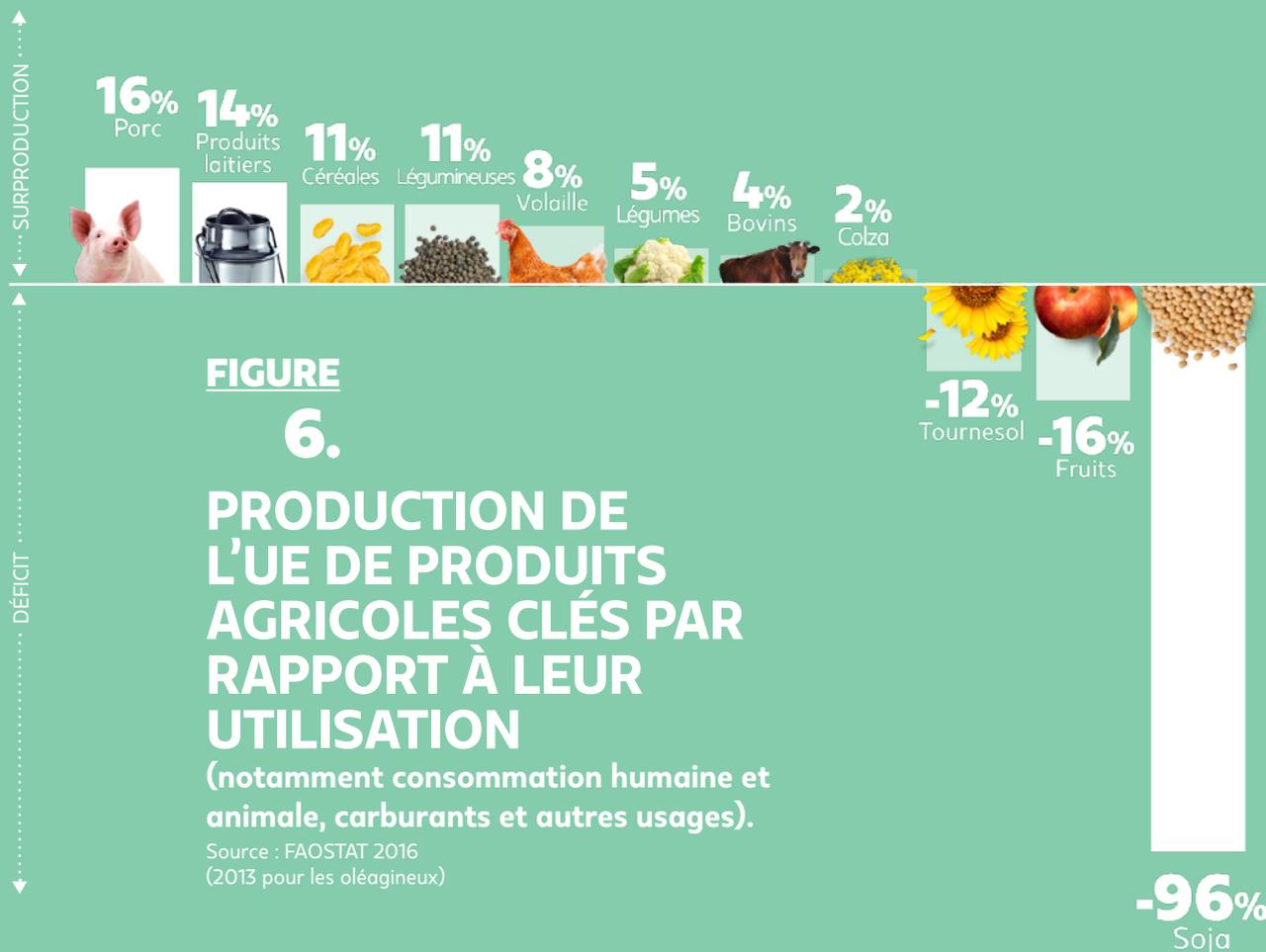
**L'EUROPE PRODUIT TROP,  
MAIS PAS CE QU'IL FAUT**

## La production de viande et de produits laitiers en Europe excède les quantités recommandées pour la santé de ses citoyen·nes, et dépasse même leur niveau de consommation réelle.

Pour la plupart des produits, l'UE produit nettement plus que ce qu'elle consomme (notamment les aliments destinés à la consommation humaine et animale, les carburants et les produits transformés). C'est en particulier le cas des produits laitiers et des céréales, dont la production est supérieure à la consommation actuelle (respectivement de 14 % et 11 % par rapport aux données de 2016)<sup>14</sup>. **CETTE SURPRODUCTION ENTRAÎNE LA VENTE À PERTE DE CERTAINS PRODUITS SUR DES MARCHÉS SOUVENT VULNÉRABLES EN DEHORS DE L'UE.** Par exemple, les exportations de lait en poudre de l'UE vers l'Afrique de l'Ouest ont augmenté de 24 % depuis 2016, mettant à rude épreuve les agriculteurs de la région qui doivent faire face au dumping des surplus européens<sup>15</sup>.

14. En 2016, l'utilisation intérieure totale d'équivalent lait dans l'UE était de 158 697 000 tonnes, alors que sa production était de 181 342 600 tonnes. En 2016, l'utilisation intérieure totale de céréales (hors bière) dans l'UE était de 273 826 000 tonnes alors que sa production se montait à 303 232 000 tonnes. Source : FAOSTAT (voir la méthodologie pour plus de détails).

15. Pour plus d'informations, voir : SOS Faim Belgique et Oxfam-Solidarité (2019), [N'exportons pas nos problèmes](#).



L'Europe produit les chiffres sidérants de 181 millions de tonnes de produits laitiers par an (2016) et de 46 millions de tonnes de viande (bœuf, volaille et porc), dont la moitié de porc. Par rapport à ce qui est actuellement consommé (chiffres de 2016), l'UE produit 23 millions de tonnes de produits laitiers en trop (soit 14 %), et plus de 4 millions de tonnes (11 %) de viande en trop (voir Figure 6).

À l'inverse, plus d'un quart des fruits consommés dans l'UE sont importés. Certes, il n'est pas possible, ni même souhaitable, d'un point de vue écologique que l'UE essaie d'être « autosuffisante » pour tous les produits qu'elle consomme. Toutefois, il n'y aucune raison qu'elle importe des aliments qu'elle pourrait aisément cultiver sur son territoire, avec des conséquences bien moindres sur l'environnement et la santé publique et plus d'avantages pour les économies locales.

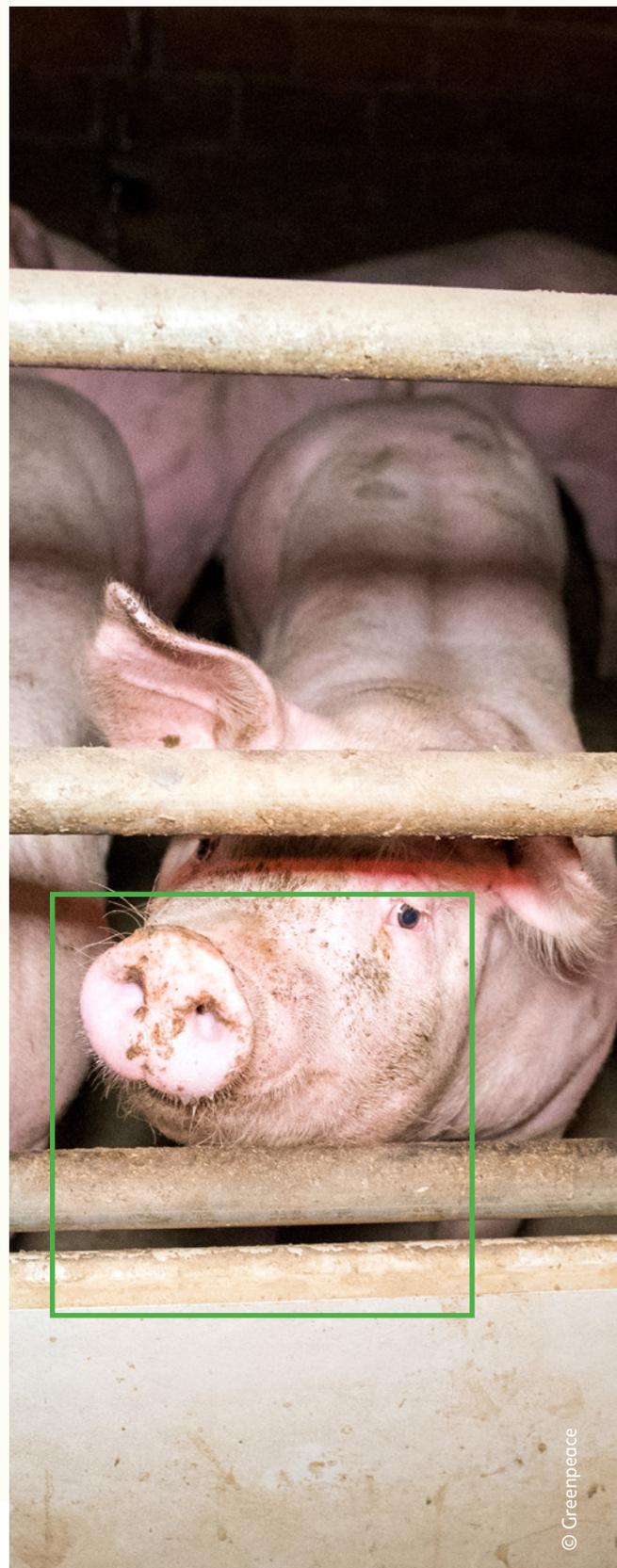
Outre ces excédents, la consommation européenne de viande et de produits laitiers est déjà bien trop élevée, à la fois d'un point de vue sanitaire et écologique. Les répercussions sur la santé humaine de la surconsommation, en particulier de viande et de produits laitiers transformés, incluent notamment les cancers, les maladies cardio-vasculaires, l'obésité et le diabète. D'après les calculs de Greenpeace<sup>16</sup>, un citoyen européen moyen consomme<sup>17</sup> plus de 80 kg de viande par an. Or, pour garantir la sécurité alimentaire tout en limitant le réchauffement climatique à moins de 1,5 °C, les Européen-nes devraient réduire leur consommation totale de viande à 24 kg par personne et par an d'ici 2030, puis à 16 kg par personne et par an d'ici 2050<sup>18</sup>.

16. Greenpeace (2020), [EU climate diet: 71% less meat by 2030](#)

17. La consommation correspond au poids des carcasses qui quittent les abattoirs, certains os compris. En fonction du type de viande, la part de ces carcasses qui sera vendue dans les boucheries ou les supermarchés diffère. Les chiffres de la consommation incluent également le gaspillage, notamment les invendus du commerce de détail.

18. Pour plus d'informations, voir : Greenpeace (2018), [Moins mais mieux : projet de Greenpeace pour la production de viande et de produits laitiers d'ici à 2050](#).

**LA CONSOMMATION  
EUROPÉENNE DE VIANDE ET  
DE PRODUITS LAITIERS**  
*est déjà bien trop élevée, à la  
fois d'un point de vue sanitaire  
et écologique.*



# 05

## CONCLUSION



**Pour rendre le système agricole plus résilient, améliorer la santé de ses citoyen·nes et protéger l'environnement, l'UE ne doit pas produire davantage, mais produire différemment. L'Europe a besoin d'une production locale plus écologique pour une alimentation plus saine, qui soit moins axée sur la viande et les produits laitiers, sur l'alimentation du bétail et sur la fabrication d'agrocarburants.**

Cette analyse a montré que l'agriculture européenne s'oriente toujours plus vers l'exportation de produits d'origine animale, au lieu de fournir des denrées alimentaires respectueuses de l'environnement à ses citoyens. Elle a en outre mis en évidence qu'une grande partie de la nourriture propre à la consommation humaine est utilisée

pour nourrir le bétail, et même pour remplir le réservoir des voitures. L'augmentation constante de la production a d'autant moins de sens que les Européen·nes consomment déjà plus de viande et de produits laitiers qu'ils ne le devraient pour préserver leur santé et la planète.

En plein cœur de la crise du coronavirus, bon nombre de responsables politiques européens ont fait part de leurs inquiétudes quant à la sécurité alimentaire en Europe. Ainsi, de fausses solutions ont été présentées comme remède, parmi lesquelles augmenter encore davantage la production ou repousser l'adoption de mesures environnementales pourtant nécessaires (par exemple la reconversion de terres agricoles pour freiner la perte de biodiversité). Toutefois, comme nous l'avons mentionné, les niveaux d'approvisionnement et de production ne constituent pas un problème majeur pour l'agriculture à l'heure actuelle. Les véritables défis résident plutôt dans la façon dont les terres agricoles existantes et d'autres ressources sont aujourd'hui utilisées et pourquoi, ainsi que dans la pérennité de leur gestion. Les vraies solutions consistent donc à relocaliser la production et à garantir la souveraineté alimentaire.

**Les vraies solutions consistent donc à relocaliser la production et à garantir la souveraineté alimentaire.**

**ABORDER LE PROBLÈME DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU SEUL POINT DE VUE DE LA PRODUCTION NE PERMET EN AUCUN CAS DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET LES DÉSÉQUILIBRES DE RAPPORT DE FORCE QUI EXISTENT DANS LE SYSTÈME ALIMENTAIRE,** et qui permettent à une poignée de multinationales d'engranger un maximum de bénéfices au détriment des producteurs, des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement. Les populations sont encouragées à consommer toujours davantage de viande et de produits laitiers, sans aucune considération pour leur santé. Pour survivre, les fermes sont obligées de s'agrandir, ce qui participe à la consolidation et à l'industrialisation de l'agriculture, entraînant des destructions d'emplois et la fragilisation des économies rurales. Qui plus est, les producteurs qui subsistent s'orientent vers les marchés d'exportation, faisant affluer les profits vers un nombre trop limité de grandes multinationales. La pandémie de Covid-19 nous a ouvert les yeux sur la fragilité d'un tel modèle.

L'alternative consiste à renforcer la résilience et à diversifier le système alimentaire de l'UE. Un certain nombre d'analyses au niveau mondial ont déjà montré que cultiver des denrées alimentaires exclusivement destinées à la consommation humaine permettrait de nourrir des milliards de personnes en plus que le système en place. En outre, l'agriculture écologique est d'ores et déjà considérée par beaucoup comme la meilleure solution pour améliorer la production et la productivité avec une meilleure gestion de l'eau et des

éléments nutritifs du sol, sans avoir recours à des intrants chimiques onéreux<sup>19</sup>.

Côté politique, la Politique agricole commune (PAC) de l'UE, et plus récemment sa stratégie « De la ferme à la table », se targuent « d'assurer la transition vers un système alimentaire durable de l'UE garantissant la sécurité alimentaire et l'accès à des régimes alimentaires sains issus d'une planète en bonne santé<sup>20</sup> ». Toutefois, les actions concrètes permettant de prendre les mesures nécessaires manquent à l'appel.

Pour mettre en place un système alimentaire vraiment résilient, relocalisé et diversifié qui produit une nourriture saine, l'Europe doit opérer de toute urgence une transition dans ses politiques alimentaires, agricoles et commerciales – à commencer par celles qui sont conçues et négociées en ce moment même. Il faut réduire l'utilisation des cultures alimentaires et des terres agricoles pour l'alimentation du bétail et la fabrication d'agrocarburants et se détourner d'une production toujours plus industrialisée. Créer des systèmes alimentaires résilients et protéger la nature passera nécessairement par une production plus écologique au service de régimes alimentaires basés sur des produits locaux et plus sains.

<sup>19</sup> Pour plus d'informations, voir : Greenpeace (2015) : *Agriculture écologique – Sept principes pour replacer l'humain au cœur du système alimentaire*.  
<sup>20</sup> Commission européenne (2020), *Renforcer la résilience de l'Europe en éradiquant l'appauvrissement de la biodiversité et en mettant en place un système alimentaire sain et durable*.



## **Greenpeace appelle l'UE, ses responsables politiques et ses gouvernements nationaux à prendre les mesures suivantes :**

- **Garantir une transition juste et équitable en allouant les financements publics en premier lieu aux fermes locales et écologiques qui assurent une production alimentaire saine et résiliente, ainsi qu'aux emplois agricoles dont les revenus pourraient être menacés.**
- **Stopper les subventions agricoles accordées aux élevages industriels et encourager les agriculteurs et agricultrices à se détourner progressivement de l'industrialisation croissante de la production de viande, de produits laitiers et d'œufs, en fixant une limite juridiquement contraignante à la densité d'animaux (soit le nombre maximum d'animaux qu'une exploitation peut élever par hectare), au-delà de laquelle aucune ferme européenne n'est éligible aux subventions de la PAC.**
- **Reconnaître les répercussions négatives qu'entraînent les niveaux actuels de la consommation et de la production de viande et de produits laitiers dans l'UE, et définir des objectifs politiques clairs en vue de leur réduction ; la consommation de viande et de produits laitiers devrait être réduite d'au moins 70 % d'ici 2030 et 80 % d'ici 2050 par rapport aux niveaux actuels.**
- **Proposer un train complet de mesures pour orienter la consommation vers des régimes alimentaires plus riches en plantes, ainsi qu'une transition vers des produits d'origine animale plus respectueux de l'environnement, notamment via des politiques de promotion, de marketing et d'approvisionnement, ainsi que des lignes directrices en matière d'alimentation et des mécanismes de fixation des prix plus équitables.**
- **Abandonner le modèle actuel d'accords de libre-échange axés sur la croissance débridée du commerce et adopter une politique commerciale cohérente qui prenne en compte les coûts humains et environnementaux des modes de consommation actuels, avec pour objectif la création de moyens de subsistance pérennes et de filières agroalimentaires résilientes<sup>21</sup> ; et en premier lieu, rejeter l'accord de libre-échange UE-Mercosur<sup>22</sup>.**

21. Pour plus d'informations, voir : Greenpeace (2017), [10 principes pour un commerce plus juste](#).

22. Pour plus d'informations, voir : Greenpeace (2020), [Les mythes de l'accord EU-Mercosur](#).

# ANNEXE

MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées dans ce rapport proviennent de FAOSTAT et d'Eurostat. Les jeux de données utilisés pour FAOSTAT, suivant leurs propres méthodes et définitions<sup>23</sup>, sont les suivants :

Nom du jeu de données	À quoi a-t-il servi ?	Années concernées
Nouveaux bilans alimentaires	Bilans tous produits (sauf oléagineux)	2014-2016
Bilans alimentaires (Ancienne méthodologie et population)	Bilans tous produits (sauf oléagineux)	2007-2013
Équilibres des produits - Cultures Équivalent Primaire	Bilans oléagineux	2007-2013
Commerce - Cultures et produits animaux	Exportations pour l'UE-28, sans les échanges intra-UE	2007-2016 (2007-2013 pour les oléagineux)
Matrices du commerce détaillées	Exportations des États membres, sans les échanges intra-UE	2007-2016 (2007-2013 pour les oléagineux)

La méthodologie ayant changé en 2014 pour les cultures d'oléagineux, il n'y a pas de données pour la période 2014-2016 concernant ces cultures (soja, colza et tournesol)<sup>24</sup>.

Tout au long de la présente analyse, l'UE désigne l'UE-28 (Royaume-Uni inclus). Les données concernant les importations et les exportations ont été calculées sans les échanges internes à l'UE.

Dans ses bilans, FAOSTAT exprime tous les produits en tonnes de produits primaires (à l'exception des oléagineux). La conversion des produits en équivalent brut de matières premières est effectuée automatiquement (sauf pour les produits transformés, voir les éléments dans les bilans de la FAO). Ainsi, les termes utilisés dans ce document, tels que « produits laitiers », font référence aux quantités équivalentes brutes de chaque matière première. Pour les quantités exportées hors échanges intra-UE, la conversion est effectuée si possible à l'aide des Facteurs techniques de conversion pour les produits de base agricoles<sup>25</sup> et les définitions et standards de FAOSTAT.

Les bilans de FAOSTAT et les bases de données commerciales n'adoptent pas exactement les mêmes catégories de produits. Les bilans de la FAO et les données commerciales de la FAO (pour les exportations sans les échanges intra-UE) sont appariés en se fondant sur les définitions et standards de FAOSTAT.

Une méthodologie spécifique a été adoptée pour certains oléagineux comme le soja, le colza et le tournesol afin de rassembler graines, tourteaux et huiles dans les données existantes (c'est-à-dire pour la période 2007-2013). Le nombre de tonnes de chacun des trois produits est ensuite additionné pour la production, les importations, les exportations, les autres usages et tous les autres « éléments » liés à ces produits. Afin d'éviter les doublons, une valeur de zéro a été attribuée à l'élément « transformation » des graines (l'usage de ces graines transformées étant déjà pris en compte dans les bilans des tourteaux et des huiles) et à l'élément « production » des tourteaux et des huiles (la production de ces tourteaux et huiles étant déjà prise en compte dans le bilan des graines).

L'autre source de données utilisée est Eurostat, et plus précisément les bilans par secteur<sup>26</sup>. Les données d'Eurostat ont permis une meilleure compréhension de l'ampleur de l'utilisation des céréales dans la fabrication des agrocarburants.

23. Pour plus de détails, voir la méthodologie de FAOSTAT : [New Food Balances](#) et [Commodity Balances Notes](#)

24. Pour plus de détails, voir [Key differences between new and old Food Balance Sheet](#).

25. Pour plus de détails, voir : FAO, [Technical conversion factors for Agricultural Commodities](#).

26. Pour plus de détails, voir : Commission européenne, [Balance sheets per sector](#)



Publié par :  
Unité européenne de Greenpeace  
199 rue Belliard  
1040 Bruxelles, Belgique

[www.greenpeace.eu](http://www.greenpeace.eu)

Service presse de l'unité européenne  
de Greenpeace :  
[pressdesk.eu@greenpeace.org](mailto:pressdesk.eu@greenpeace.org)

Traduit de l'anglais par :  
Christelle Taureau ; Greenpeace  
France

Design :  
Baptiste Prat / [www.bp-graphisme.fr](http://www.bp-graphisme.fr)

Photo de couverture :  
© Peter Caton / Greenpeace

**Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie sur un mouvement de citoyennes et citoyens qui s'engagent pour construire un monde durable et équitable.**

Registre de transparence de l'UE :  
9832909575-41